

## Politique énergétique renouvelable wallonne: « coût maîtrisé » et cadre stable

La Déclaration de Politique Régionale est bouclée. En matière de transition énergétique, les partenaires PS et cdH souhaitent poursuivre le développement des énergies renouvelables « *tout en veillant à en maîtriser le coût* ». La fédération EDORA rappelle que la garantie d'une énergie propre, locale, aux retombées pour la collectivité, passe avant tout par un cadre stable et prévisible. Il ne reste plus qu'une législature avant l'échéance de 2020. Le secteur demande au nouveau Gouvernement wallon de restaurer la dynamique de développement qui permettra d'atteindre les objectifs européens.

Le secteur renouvelable est sorti fort fragilisé de ces trois dernières années d'incertitudes en matière de politique énergétique. La nouvelle législature permettra-t-elle aux investisseurs de poursuivre le développement des renouvelables et l'atteinte des objectifs 2020 ?

« *On souhaite y croire. Certaines décisions ont d'ailleurs déjà été prises lors de la précédente législature et ne demandent qu'à être mises en œuvre* » précise Noémie Laumont, Secrétaire générale d'EDORA.

### Des demandes concrètes pour un cadre stable

Dans son memorandum, EDORA formule des demandes concrètes visant à approfondir les priorités de la Politique Régionale wallonne. « *Notre message est clair : stabilité, sécurité et visibilité* » rappelle Noémie Laumont.

- Pour un soutien juste et maîtrisé:

Le nouveau Gouvernement plaide pour une « *réforme* » du soutien aux renouvelables. Le secteur rejoint la nécessité soulevée par le Gouvernement d'assurer un cadre stable aux investissements afin de maîtriser le coût de l'énergie en « *offrant la meilleure plus-value pour la collectivité* ». EDORA demande aussi et surtout une évolution cohérente du cadre de soutien. « *Évitons une réforme profonde du cadre de soutien. Car tout changement radical freinera le retour de la sécurité d'investissement* », précise Frank Gérard, Conseiller chez EDORA.

Afin d'aider à maîtriser le coût pour les ménages et les entreprises, EDORA demande que des sources de financement alternatives et complémentaires soient également mobilisées (comme les recettes issues du système de quotas de CO2 -*Emission Trading Scheme* - ou la taxe sur la rente nucléaire...) Il s'agit d'une mesure importante pour le secteur, pourtant non annoncée dans la Déclaration de Politique Régionale.

- Pour une intégration des renouvelables dans le marché :

Le Gouvernement entend développer les réseaux pour accueillir notamment les productions décentralisées. Il projette de mener des analyses coûts-bénéfices pour le déploiement des compteurs intelligents. EDORA encourage les décideurs politiques à aller plus loin dans cette approche de coût-bénéfice en l'appliquant à l'ENSEMBLE du système énergétique (et non seulement aux activités de comptage). Afin de maximaliser les retombées socio-économiques pour l'ensemble de la société, EDORA plaide pour une ouverture plus efficiente du marché de l'électricité aux opérateurs privés et demande que des mesures soient prises pour dynamiser et rendre plus « intelligents » tant les infrastructures que les marchés.

- Pour un cadre stable pour l'ensemble des renouvelables:

Le secteur renouvelable a besoin d'un cadre stable pour avancer. EDORA pointe toute une série de mesures essentielles pour le secteur mais pourtant non soulevées dans la Déclaration de Politique Régionale. Il y a entre autres, la levée de contraintes à l'installation, la sécurisation juridique du cadre dans l'éolien, l'élaboration urgente d'une stratégie biomasse-énergie en Wallonie ou encore un plan de développement pour la chaleur verte et les gaz renouvelables (transport compris).

**Aujourd’hui, plus que jamais, le développement des énergies renouvelables apparaît comme une priorité. Parce qu’elles représentent « la meilleure plus-value pour la collectivité » en termes de retombées socio-économiques et environnementales.**

Le secteur renouvelable souhaite contribuer de façon constructive à la transition énergétique de la région. La fédération EDORA se tient à la disposition du nouveau Gouvernement wallon pour apporter des solutions qui permettront de garantir un cadre stable aux investisseurs et de rencontrer les priorités énergétiques que se sont fixées les partenaires PS et cdH à l’horizon 2020.

**CONTACT PRESSE :**

Noémie Laumont : Secrétaire générale d’EDORA: 0498/ 16 89 00 - [nlaumont@edora.be](mailto:nlaumont@edora.be)

Frank Gérard : conseiller chez EDORA : 0496/38.92.78 - [fgerard@edora.be](mailto:fgerard@edora.be)

**Pour la rédaction :**

**A PROPOS D’EDORA :**

EDORA est la fédération des entreprises actives dans les énergies renouvelables. Nos actions visent à favoriser et soutenir le développement de la filière renouvelable. Nous fédérons l’ensemble des acteurs économiques développant des produits et services innovants tournés vers la transition énergétique, l’intégration des renouvelables et la gestion durable de l’énergie dans les bâtiments...

EDORA fédère une filière renouvelable tournée vers un triple optimum : socio-économique, énergétique et environnemental. Notre fédération plaide pour un développement renouvelable ambitieux, équilibré, intégré et de qualité.

EDORA agit pour que les énergies renouvelables contribuent efficacement à l’indépendance énergétique et la prospérité économique.

En savoir plus : [www.edora.org](http://www.edora.org)

- Pour découvrir le mémorandum d’EDORA, [cliquez ici...](#)